

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE DU 12 OCTOBRE 2023

Le Conseil communautaire de la Communauté urbaine Grand Paris Seine et Oise, légalement convoqué le 06/10/2023, s'est réuni au Théâtre de la Nacelle, en séance publique, sous la présidence de ZAMMIT-POPESCU Cécile, Président.

<u>OBJET DE LA DELIBERATION</u> ATTRIBUTIONS DE COMPENSATION : FIXATION DEFINITIVE AU TITRE DE 2024		
<u>Date d'affichage de la convocation</u> 06/10/2023	<u>Date d'affichage de la délibération</u>	<u>Secrétaire de séance</u> BREARD Jean-Claude

Etaient présents : 116

AIT Eddie, ARENOU Catherine, AUFRECHTER Fabien, AUJAY Nathalie, BARRON Philippe, BERMANN Clara, BERTRAND Alain, BISCHEROUR Albert, BORDG Michaël, BOURE Denis, BOUTON Rémy, BREARD Jean-Claude, BROUSSE Laurent, CALLONNEC Gaël, CHAMPAGNE Stéphan, CHARNALLET Hervé, COGNET Raphaël, COLLADO Pascal, CONTE Karine, CORBINAUD Fabien, DAMERGY Sami, DANFAKHA Papa-Waly, DAZELLE François, DEBRAY-GYRARD Annie, DEBUISSE Michèle, DE JESUS-PEDRO Nelson, DE PORTES Sophie, DELRIEU Christophe, DEVEZE Fabienne, DI BERNARDO Maryse, DIOP Dieynaba, DOS SANTOS Sandrine, DUBERNARD Marie-Christine, DUMOULIN Cécile, DUMOULIN Pierre-Yves, EL ASRI Sabah, EL BELLAJ Jamila, FAVROU Paulette, FONTAINE Franck, GARAY François, GIRAUD Lionel, GODARD Carole, GRIMAUD Lydie, HAMARD Patricia, HERVIEUX Edwige, HERZ Marc, HONORE Marc, HOULLIER Véronique, JALTIER Alec, JEANNE Stéphane, JOREL Thierry, JOSSEAUME Dominique, KAUFFMANN Karine, KERIGNARD Sophie, KHARJA Latifa, KOENIG-FILISIKA Honorine, KONKI Nicole, LAIGNEAU Jean-Pierre, LANGLOIS Jean-Claude, LAVANCIER Sébastien, LAVIGOGNE Jacky, LEBOUIC Michel, LECOILE Gilles, LE GOFF Séverine, LEMARIE Lionel, LEPINTE Fabrice, LITTIERE Mickaël, LONGEAULT François, MACKOWIAK Ghyslaine, MADEC Isabelle, MALAIS Anne-Marie, MARIAGE Joël, MAUREY Daniel, MELSENS Olivier, MEMISOGLU Ergin, MERY Françoise-Guylaine, MERY Philippe, MINARIK Annie, MOISAN Bernard, MOREAU Jean-Marie, MOUTENOT Laurent, NAUTH Cyril, NEDJAR Djamel, NICOLAS Christophe, NICOT Jean-Jacques, OLIVIER Sabine, OURS-PRISBIL Gérard, PELATAN Gaëlle, PEULVAST-BERGEAL Annette, PERRON Yann, PERSIL Albert, PHILIPPE Carole, POURCHE Fabrice, PLACET Evelyne, POYER Pascal, PRELOT Charles, PRIMAS Sophie, QUIGNARD Martine, REBREYEND Marie-Claude, REYNAUD-LEGER Jocelyne, RIOU Hervé, SANTINI Jean-Luc, SATHOUD Félicité, SAUVE Jean-Yves, SOUSSI Elsa, TANGUY Jacques, TELLIER Martine, TREMBLAY Stéphane, TURPIN Dominique, VIREY Louis-Armand, VOILLOT Bérengère, VOYER Jean-Michel, WASTL Lionel, WOTIN Maël, ZAMMIT-POPESCU Cécile, ZUCCARELLI Fabrice

Formant la majorité des membres en exercice (140)

Absent(s) représenté(s) : 17

AOUN Cédric a donné pouvoir à LEPINTE Fabrice
BENHACOUN Ari a donné pouvoir à DAMERGY Sami
BLONDEL Mireille a donné pouvoir à HAMARD Patricia
BOURSALI Karim a donné pouvoir à CORBINAUD Fabien
DAUGE Patrick a donné pouvoir à JOSSEAUME Dominique
DE LAURENS Benoît a donné pouvoir à OLIVIER Sabine
DIOP Ibrahima a donné pouvoir à BERMANN Clara
GUILLAUME Cédric a donné pouvoir à LAVANCIER Sébastien
JAUNET Suzanne a donné pouvoir à DUMOULIN Pierre-Yves
JUMEAUCOURT Philippe a donné pouvoir à FONTAINE Franck
LEFRANC Christophe a donné pouvoir à DE JESUS-PEDRO Nelson
MEUNIER Patrick a donné pouvoir à PERRON Yann
MONNIER Georges a donné pouvoir à NICOT Jean-Jacques
MULLER Guy a donné pouvoir à LONGEAULT François
SAINZ Luis a donné pouvoir à BISCHEROUR Albert

SIMON Josiane a donné pouvoir à REBREYEND Marie-Claude
SMAANI Aline a donné pouvoir à PELATAN Gaëlle

Absent(s) non représenté(s) : 0

Absent(s) non excusé(s) : 7

ANCELOT Serge, BEGUIN Gérard, BOUDET Maurice, BRUSSEUX Pascal, CHARBIT Jean-Christophe, PIERRET Dominique, RIPART Jean-Marie

124 POUR :

AIT Eddie, AOUN Cédric, ARENOU Catherine, AUFRECHTER Fabien, AUJAY Nathalie, BARRON Philippe, BENHACOUN Ari, BERMANN Clara, BERTRAND Alain, BISCHEROUR Albert, BLONDEL Mireille, BOURE Denis, BOURSALI Karim, BOUTON Rémy, BREARD Jean-Claude, BROUSSE Laurent, CALLONNEC Gaël, CHAMPAGNE Stéphan, CHARNALLET Hervé, COGNET Raphaël, COLLADO Pascal, CONTE Karine, CORBINAUD Fabien, DAMERGY Sami, DANFAKHA Papa-Waly, DAUGE Patrick, DAZELLE François, DEBRAY-GYRARD Annie, DEBUISSER Michèle, DE JESUS-PEDRO Nelson, DE LAURENS Benoît, DE PORTES Sophie, DELRIEU Christophe, DEVEZE Fabienne, DIOP Dieynaba, DIOP Ibrahima, DOS SANTOS Sandrine, DUBERNARD Marie-Christine, DUMOULIN Cécile, DUMOULIN Pierre-Yves, EL ASRI Sabah, EL BELLAJ Jamila, FAVROU Paulette, FONTAINE Franck, GARAY François, GIRAUD Lionel, GODARD Carole, GRIMAUD Lydie, GUILLAUME Cédric, HAMARD Patricia, HERVIEUX Edwige, HONORE Marc, HOULLIER Véronique, JALTIER Alec, JAUNET Suzanne, JEANNE Stéphane, JOREL Thierry, JOSSEAUME Dominique, JUMEAUCOURT Philippe, KAUFFMANN Karine, KHARJA Latifa, KOENIG-FILISIKA Honorine, KONKI Nicole, LAIGNEAU Jean-Pierre, LANGLOIS Jean-Claude, LAVANCIER Sébastien, LAVIGOGNE Jacky, LEBOUIC Michel, LECOLE Gilles, LEFRANC Christophe, LE GOFF Séverine, LEMARIE Lionel, LEPINTE Fabrice, LITTIERE Mickaël, LONGEAULT François, MACKOWIAK Ghyslaine, MALAIS Anne-Marie, MARIAGE Joël, MAUREY Daniel, MELSENS Olivier, MEMISOGLU Ergin, MERY Françoise-Guylaine, MERY Philippe, MEUNIER Patrick, MINARIK Annie, MOISAN Bernard, MONNIER Georges, MOREAU Jean-Marie, MOUTENOT Laurent, MULLER Guy, NEDJAR Djamel, NICOLAS Christophe, NICOT Jean-Jacques, OLIVIER Sabine, PELATAN Gaëlle, PEULVAST-BERGEAL Annette, PERRON Yann, PERSIL Albert, PHILIPPE Carole, POURCHE Fabrice, PLACET Evelyne, POYER Pascal, PRELOT Charles, PRIMAS Sophie, QUIGNARD Martine, REBREYEND Marie-Claude, REYNAUD-LEGER Jocelyne, RIOU Hervé, SAINZ Luis, SANTINI Jean-Luc, SATHOUD Félicité, SAUVE Jean-Yves, SIMON Josiane, SMAANI Aline, TANGUY Jacques, TELLIER Martine, TREMBLAY Stéphane, TURPIN Dominique, VOILLOT Bérengère, VOYER Jean-Michel, WASTL Lionel, WOTIN Maël, ZAMMIT-POPESCU Cécile, ZUCCARELLI Fabrice

2 CONTRE :

OURS-PRISBIL Gérard, VIREY Louis-Armand

5 ABSTENTION :

BORDG Michaël, HERZ Marc, KERIGNARD Sophie, NAUTH Cyril, SOUSSI Elsa

2 NE PREND PAS PART :

DI BERNARDO Maryse, MADEC Isabelle

EXPOSÉ

Lors de sa création, la Communauté urbaine a fait le choix de maintenir les modalités de financement de la compétence déchets, telles qu'elles s'appliquaient, en amont de la fusion, au sein des six établissements publics de coopération territoriale (EPCI) qui la composent.

De ce fait, la compétence déchets est financée par une combinaison de recettes sur le territoire communautaire :

- La taxe d'enlèvement des ordures ménagères (TEOM) ;
- La redevance spéciale pour les non ménagers (professionnels) ;
- Le budget général (reste de la fiscalité, attributions de compensation, etc.).

Néanmoins, les six EPCI préexistants à la Communauté urbaine avaient fait le choix d'appliquer des taux de TEOM très disparates et un recours plus ou moins important aux autres ressources du budget principal compensait, le cas échéant, le déficit de financement de la compétence.

Ainsi, en 2015 le montant des recettes levées par la TEOM permettait le financement intégral de la compétence au sein de la Communauté d'agglomération Seine et Vexin (SVCA) et de la Communauté de communes des Coteaux du Vexin (CCCV). En revanche, les recettes du budget général équilibraient le financement de la compétence déchet dans des proportions très variables au sein de la Communauté d'agglomération Poissy-Achères-Conflans-Sainte-Honorine (CAPAC), de la Communauté d'agglomération des Deux Rives de Seine (CA2RS), de la Communauté de communes Seine-Mauldre (CCSM) et de la Communauté d'agglomération Mantes-en-Yvelines (CAMY).

En conséquence, trente taux de TEOM variant de 4,04% à 11,25% coexistent en l'état sur le territoire communautaire et des recettes « historiques » sont fléchées au financement de la compétence déchets pour un montant de près de 7,8 M€.

Au regard des textes, et plus précisément de la loi NOTRe du 7 août 2015 portant sur la nouvelle organisation territoriale de la République, la Communauté urbaine est tenue d'harmoniser le taux de TEOM appliqué sur le territoire communautaire, avant 2028.

Dans ce contexte, il convient au préalable de neutraliser, pour les communes intéressées, les modalités de financement qui ne relèvent pas de la TEOM.

Pour l'ensemble de ces raisons, les représentants de la CLECT se sont réunis au mois de juin 2023 afin de restituer dans les attributions de compensation des communes, en section de fonctionnement, les « recettes historiques » identifiées selon deux natures :

- Des parts d'attributions de compensation au titre de la compétence déchets, actées par les intercommunalités préexistantes à la Communauté urbaine et dont cette dernière a hérité lors de la fusion ;
- De la fiscalité fléchée au financement de la compétence. Le montant de cette fiscalité a été déterminé par la différence entre la TEOM d'équilibre en 2015 et la TEOM réellement levée.

La CLECT a adopté son rapport le 30 juin 2023. Celui-ci a été transmis aux communes qui disposaient de trois mois pour se prononcer par délibérations concordantes à la majorité qualifiée prévue au premier alinéa du II de l'article L. 5211-5 du code général des collectivités territoriales (CGCT), c'est-à-dire par deux tiers au moins des conseils municipaux des communes intéressées représentant plus de la moitié de la population totale de celles-ci, ou par la moitié au moins des conseils municipaux des communes représentant les deux tiers de la population (septième alinéa du IV de l'article 1609 nonies C du code général des impôts). Le rapport a été adopté puis transmis par la Présidente de la CLECT au Président de la Communauté urbaine le 4 octobre 2023 pour information et fixation des attributions de compensation.

A noter que la dette voirie a été actualisée au titre des AC en investissement en conséquence, soit 21 513 euros au bénéfice des communes.

Le Conseil communautaire doit dorénavant se prononcer sur la fixation des attributions de compensation définitives avant que les communes se prononcent individuellement dans leurs conseils municipaux respectifs.

Il est proposé au Conseil communautaire :

- d'arrêter les montants des attributions de compensation définitives versées aux communes membres tels que précisés dans le tableau de la présente délibération ;
- de préciser que les attributions de compensation définitives ne seront effectives qu'à partir du 1^{er} janvier 2024 ;
- de demander aux communes intéressées de se prononcer sur la fixation des attributions de compensation définitives ;
- d'ajouter que les crédits sont imputés au budget principal 2024 comme suit :
 - o chapitre 014 atténuations de produits, article 739211, dépenses de fonctionnement ;
 - o chapitre 73, impôts et taxes, article 73211, recettes de fonctionnement ;
 - o chapitre 13, subventions d'investissement, article 13246, dépenses/recettes d'investissement.
- d'autoriser le Président à effectuer les démarches et à signer tous les documents relatifs à la présente délibération.

Ceci exposé, il est proposé la délibération suivante :

LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE,

VU le code général des collectivités territoriales, notamment son article L. 5211-5 ;

VU le code général des impôts, notamment son article 1609 *nonies* C ;

VU la délibération CC_2017_06_29_04 du 29 juin 2017 fixant les attributions de compensation définitives 2016 ;

VU la délibération CC_2018_02_08_11 du 8 février 2018 fixant les attributions de compensation provisoires 2018 ;

VU la délibération du CC_18_07_04_09 du 4 juillet 2018 fixant les attributions de compensation définitives 2017 ;

VU la délibération CC_2018_12_11_14 du 11 décembre 2018 portant modification des attributions de compensation définitives 2017 pour les communes de l'ex CA2RS ;

VU la délibération CC_2019_07_12_18 du 12 juillet 2019 fixant les attributions de compensation définitives 2016 et abrogeant la délibération CC_2017_06_29_04 du 29 juin 2017 ;

VU la délibération du CC_2019_12_12_12_0 du 12 décembre 2019 fixant les attributions de compensation provisoires 2019 ;

VU la délibération du CC_2019_12_12_13_0 du 12 décembre 2019 fixant les attributions de compensation provisoires 2020 ;

VU la délibération CC_2021_02_11_02 du 11 février 2021 fixant les attributions de compensation provisoires 2021 ;

VU la délibération CC_2021-11-09_01 du 9 novembre 2021 fixant les attributions de compensation définitives 2021 ;

VU le rapport de la CLECT adopté le 15 juin 2021 et transmis par la Présidente de la CLECT le 7 septembre 2021 au Président de la Communauté urbaine ;

VU le rapport de la CLECT adopté le 30 juin 2023 et transmis par la Présidente de la CLECT le 4 octobre 2023 au Président de la Communauté urbaine ;

VU les délibérations adoptées par les conseils municipaux des communes membres concernant le rapport de la CLECT ;

VU l'adoption du rapport de la CLECT par 42 communes, représentant 289 613 habitants ;

VU l'avis favorable émis par la Commission 1 - Affaires générales le 03 octobre 2023,

APRÈS EN AVOIR DELIBERE

ARTICLE 1 : ARRETE les montants des attributions de compensation définitives versées aux communes membres tels que précisés dans le tableau de la présente délibération.

Note de lecture :

Les - : La Commune verse une attribution de compensation à la Communauté urbaine.

Les + : La Commune perçoit une attribution de compensation de la Communauté urbaine.

Communes	AC définitives fonctionnement	AC définitives investissement	AC définitives
Achères	+ 2 899 717,65 €	- 681 946,01 €	+ 2 217 771,64 €
Alluets-le-Roi (Les)	+ 248 787,15 €	- 66 778,82 €	+ 182 008,33 €
Andrésy	- 754 809,92 €	- 319 743,28 €	- 1 074 553,20 €
Arnouville-lès-Mantes	+ 6 152,24 €	- 2 185,62 €	+ 3 966,62 €
Aubergenville	+ 7 166 609,01 €	- 532 274,40 €	+ 6 634 334,61 €
Auffreville-Brasseuil	- 4 630,24 €	- 24 873,94 €	- 29 504,18 €
Aulnay-sur-Mauldre	+ 310 326,69 €	- 14 876,73 €	+ 295 449,96 €
Boinville-en-Mantois	+ 632 838,21 €	- 8 397,96 €	+ 624 440,25 €
Bouafle	+ 419 167,54 €	- 26 289,00 €	+ 392 878,54 €
Breuil-Bois-Robert	+ 339,58 €	- 2 250,21 €	- 1 910,63 €
Brueil-en-Vexin	+ 165 588,60 €	+ 1 217,16 €	+ 166 805,76 €
Buchelay	+ 1 217 073,08 €	- 153 417,40 €	+ 1 063 655,68 €
Carrières-sous-Poissy	+ 2 544 905,10 €	- 43 140,30 €	+ 2 501 764,80 €
Chanteloup-les-Vignes	+ 528 564,45 €	- 134 497,43 €	+ 394 067,02 €
Chapet	- 18 767,69 €	+ 46 737,08 €	+ 27 969,39 €
Conflans-Sainte-Honorine	+ 7 960 466,24 €	- 2 161 465,82 €	+ 5 799 000,42 €
Drocourt	- 19 861,14 €	- 3 759,33 €	- 23 620,47 €
Ecquevilly	+ 835 519,01 €	- 95 262,89 €	+ 740 256,12 €
Épône	+ 2 441 361,19 €	- 371 629,61 €	+ 2 069 731,58 €
Évecquemont	+ 165 598,86 €	- 22 828,77 €	+ 142 770,09 €
Falaise (La)	+ 55 931,65 €	- 20 920,16 €	+ 35 011,49 €
Favrieux	+ 16 237,52 €	+ 1 858,37 €	+ 18 095,89 €
Flacourt	+ 11 391,31 €	- 4 792,39 €	+ 6 598,92 €
Flins-sur-Seine	+ 1 314 367,01 €	- 31 794,54 €	+ 1 282 572,47 €
Follainville-Dennemont	+ 301 903,31 €	- 39 272,55 €	+ 262 630,76 €
Fontenay-Mauvoisin	+ 147 159,53 €	- 3 859,81 €	+ 143 299,72 €
Fontenay-Saint-Père	+ 99 434,33 €	- 18 379,20 €	+ 81 055,13 €
Gaillon-sur-Montcient	+ 71 650,93 €	- 23 041,92 €	+ 48 609,01 €
Gargenville	+ 1 539 173,43 €	- 417 211,06 €	+ 1 121 962,37 €
Goussonville	+ 184 688,66 €	- 7 343,20 €	+ 177 345,46 €
Guernes	+ 58 220,99 €	- 6 302,55 €	+ 51 918,44 €
Guerville	+ 1 075 990,91 €	- 104 499,25 €	+ 971 491,66 €
Guitrancourt	+ 230 104,15 €	- 14 090,63 €	+ 216 013,52 €
Hardricourt	+ 676 739,66 €	- 32 369,74 €	+ 644 369,92 €

Communes	AC définitives fonctionnement	AC définitives investissement	AC définitives
Hargeville	+ 64 170,85 €	- 1 959,58 €	+ 62 211,27 €
Issou	+ 497 882,66 €	- 200 108,77 €	+ 297 773,89 €
Jambville	+ 34 816,35 €	- 9 422,97 €	+ 25 393,38 €
Jouy-Mauvoisin	+ 28 187,29 €	+ 175,78 €	+ 28 363,07 €
Jumeauville	+ 40 126,14 €	- 12 911,86 €	+ 27 214,28 €
Juziers	+ 466 780,57 €	- 183 640,29 €	+ 283 140,28 €
Lainville-en-Vexin	+ 90 564,78 €	- 7 128,81 €	+ 83 435,97 €
Limay	+ 4 063 242,11 €	- 828 035,40 €	+ 3 235 206,71 €
Magnanville	+ 378 944,55 €	- 262 500,68 €	+ 116 443,87 €
Mantes-la-Jolie	+ 3 135 823,06 €	- 1 920 600,98 €	+ 1 215 222,08 €
Mantes-la-Ville	+ 2 728 948,22 €	- 868 643,01 €	+ 1 860 305,21 €
Médan	+ 173 096,06 €	- 2 130,14 €	+ 170 965,92 €
Méricourt	- 21 316,64 €	- 4 234,45 €	- 25 551,09 €
Meulan-en-Yvelines	+ 439 718,18 €	- 389 445,48 €	+ 50 272,70 €
Mézières-sur-Seine	+ 869 019,53 €	- 107 716,10 €	+ 761 303,43 €
Mézy-sur-Seine	+ 5 238,70 €	- 34 952,32 €	- 29 713,62 €
Montalet-le-Bois	+ 10 623,81 €	- 2 588,91 €	+ 8 034,90 €
Morainvilliers	+ 420 729,56 €	- 131 148,25 €	+ 289 581,31 €
Mousseaux-sur-Seine	+ 7 443,75 €	- 11 596,13 €	- 4 152,38 €
Mureaux (Les)	+ 8 691 265,38 €	- 791 638,71 €	+ 7 899 626,67 €
Nézel	+ 243 146,31 €	- 36 227,60 €	+ 206 918,71 €
Oinville-sur-Montcient	+ 2 481,47 €	- 3 699,62 €	- 1 218,15 €
Orgeval	+ 2 596 956,89 €	- 546 248,06 €	+ 2 050 708,83 €
Perdreauville	+ 78 769,27 €	- 97,98 €	+ 78 671,29 €
Poissy	+ 14 046 024,82 €	- 1 708 253,02 €	+ 12 337 771,80 €
Porcheville	+ 3 699 876,87 €	- 101 365,94 €	+ 3 598 510,93 €
Rolleboise	- 2 564,69 €	- 5 679,62 €	- 8 244,31 €
Rosny-sur-Seine	+ 196 346,21 €	- 288 849,23 €	- 92 503,02 €
Sailly	- 15 751,34 €	- 9 362,60 €	- 25 113,94 €
Saint-Martin-la-Garenne	+ 204 251,66 €	- 67 220,12 €	+ 137 031,54 €
Soindres	+ 31 701,93 €	+ 1 569,86 €	+ 33 271,79 €
Tertre-Saint-Denis (Le)	+ 11 048,04 €	- 7 636,69 €	+ 3 411,35 €
Tessancourt-sur-Aubette	+ 155 064,18 €	- 12 767,58 €	+ 142 296,60 €
Triel-sur-Seine	- 456 401,69 €	- 198 637,16 €	- 655 038,85 €

Communes	AC définitives fonctionnement	AC définitives investissement	AC définitives
Vaux-sur-Seine	+ 124 028,71 €	- 82 618,43 €	+ 41 410,28 €
Verneuil-sur-Seine	- 1 258 975,51 €	- 301 749,30 €	- 1 560 724,81 €
Vernouillet	+ 1 011 450,05 €	- 268 834,39 €	+ 742 615,66 €
Vert	+ 94 513,85 €	- 34 710,19 €	+ 59 803,66 €
Villennes-sur-Seine	+ 854 339,57 €	- 255 533,66 €	+ 598 805,91 €
TOTAL	+ 76 269 550,51 €	- 15 037 830,30 €	+ 61 231 720,21 €

ARTICLE 2 : PRECISE que les attributions de compensation définitives ne seront effectives qu'à partir du 1^{er} janvier 2024.

ARTICLE 3 : DEMANDE aux communes de se prononcer sur la fixation des attributions de compensation définitives.

ARTICLE 4 : AJOUTE que les crédits sont imputés au budget principal comme suit :

- chapitre 014 atténuations de produits, article 739211, dépenses de fonctionnement ;
- chapitre 73, impôts et taxes, article 73211, recettes de fonctionnement ;
- chapitre 13, subventions d'investissement, article 13246, dépenses/recettes d'investissement.

ARTICLE 5 : AUTORISE le Président à effectuer les démarches et à signer tous les documents relatifs à la présente délibération.

Délibéré en séance les jour, mois et an susdits.

Acte publié ou notifié le : 19/10/2023
Transmis et reçu à la Sous-Préfecture de Mantes-la-Jolie, le : 18/10/2023
Exécutoire le : 19/10/2023
<i>(Articles L. 2131-1 et L. 5211-3 du Code Général des Collectivités Territoriales)</i>
<u>Délai de recours</u> : 2 mois à compter de la date de publication ou de notification
<u>Voie de recours</u> : Tribunal Administratif de Versailles
<i>(Articles R.421-1 et R. 421-5 du Code de Justice Administrative).</i>

POUR EXTRAIT CONFORME,
Aubergenville, le 12 octobre 2023

Le Président



ZAMMIT-POPESCU Cécile